

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Voilà un argument convaincant.

M. Gilbert: Combien de conservateurs y a-t-il en Colombie-Britannique?

M. Reynolds: Treize conservateurs en C.-B. et seulement deux néo-démocrates. Les députés néo-démocrates sont vraiment choqués quand on leur dit la vérité et qu'on les met en face de la réalité. Je ne puis que dire que le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique verra probablement baisser le nombre de ses députés en Colombie tout comme la chose s'est produite sur la scène fédérale lors des dernières élections.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Les conservateurs et les libéraux se congratulent encore une fois.

M. Reynolds: Il est agréable de voir qu'ils écoutent enfin ce qu'on dit. Après deux années et demie sur la scène provinciale—et je ne dis pas que le gouvernement provincial soit à blâmer entièrement parce que le gouvernement fédéral a une certaine responsabilité dans le secteur du logement, bien que j'estime personnellement que cette responsabilité devrait être confiée aux gouvernements provinciaux et aux municipalités en leur donnant les fonds pour accomplir le travail—mais après deux années et demie de régime socialiste dans ma province, il était intéressant de lire dans le numéro du samedi 22 février de *The Province*, journal de Vancouver, sous la manchette «La ville en tête pour le coût des maisons», le passage suivant:

... Selon un tableau préparé par le service national de A.E. Lepage Ltée, Vancouver a remplacé Toronto en tant que marché des biens immobiliers résidentiels le plus cher.

La société a révélé qu'une maison qui coûte en moyenne \$50,831 à Toronto, vaut \$52,356 à Vancouver, soit \$1,525 de plus.

Voilà un bon exemple de ce que donne le socialisme.

M. Broadbent: Remerciez-en la libre entreprise.

M. Reynolds: En deux ans et demi, une maison qui aurait coûté \$35,000 est passée dans ma circonscription à \$55,000. Si le gouvernement néo-démocrate reste encore longtemps au pouvoir, elle coûtera \$75,000.

En deux ans et demi, tout ce que le fameux gouvernement provincial de ma province a réussi à publier, c'est une belle brochure intitulée «Le logement et vous» publiée par le ministère du Logement de la Colombie-Britannique. Laissez-moi vous en lire la première page écrite par l'honorable Lorne Nicolson, ministre provincial du Logement:

La plupart des villes de la Colombie-Britannique sont fières de leurs quartiers résidentiels où s'alignent de jolies maisons aux cours bien entretenues. Cependant, beaucoup trop de familles vivent encore dans des conditions déplorables.

L'objectif du gouvernement est de faire de l'accès à un logement convenable de prix modéré un droit fondamental de chaque citoyen de notre province riche en ressources. Comme dans le cas des soins de santé, de l'éducation et des autres services sociaux, sa réalisation nécessite les efforts concertés de tous les niveaux de gouvernement.

Le gouvernement provincial, par l'entremise du nouveau ministère du Logement essaie de relever sa part du défi avec ses programmes de LOGEMENTS POUR LES GENS.

Dans sa première année d'existence, le ministère a porté d'importantes réalisations à son crédit. Ce n'est que le commencement. Nos programmes vont s'améliorer et s'accroître.

Ces «importantes réalisations», ce sont les prix les plus élevés pour les logements au Canada et le plus faible taux d'appartements libres dans n'importe quelle province du Canada. Voilà le bilan du gouvernement de la Colombie-

Loi nationale sur l'habitation

Britannique, et il est plutôt médiocre. Le reste de la brochure est rempli de photos, dont l'une montre un enfant pauvre qui mange du spaghetti, belle réclame d'une grande agence publicitaire, mais le problème de l'habitation en Colombie-Britannique n'est pas résolu pour autant.

Le bill à l'étude ne va sûrement pas régler tous les problèmes de logement au Canada, bien que mon parti approuve le bill en principe. La seule partie qui soit vraiment appropriée, c'est l'aide au traitement des eaux d'égout qui s'impose dans bien des parties de ma circonscription et dans tout le pays. Un des problèmes que nous devons rattacher à l'habitation—et je me rappelle, lors d'une réunion d'un comité où l'on étudiait les dernières prévisions budgétaires, avoir posé au ministre et au président de la SCHL une question très simple, et j'espère que le ministre, quand il prendra la parole à la Chambre ou au comité pourra nous fournir quelques réponses—est que le gouvernement actuel ne pouvait nous dire il y a quelques mois combien de terrains viabilisés il fallait à la ville de Vancouver pour maintenir le marché de l'habitation à un niveau constant.

Il ne pouvait nous dire non plus combien de terrains étaient nécessaires à Toronto pour maintenir le marché à un niveau constant. Si le gouvernement ne sait pas combien il faut de terrains, voilà le problème. J'espère que le ministre pourra répondre à cette question au comité, car je ne vois rien de mal dans la libre entreprise, même si les messieurs à ma gauche semblent trouver à y redire. J'estime que les constructeurs du secteur privé peuvent résoudre les problèmes de logement au Canada tant qu'ils n'auront pas le genre d'ennuis que leur suscitent actuellement les trois niveaux de gouvernement. Tout ce qu'ils veulent savoir, c'est qu'il y a des terrains à bâtir...

M. Broadbent: Les subventions aux promoteurs.

M. Gilbert: Ne vous en faites pas, Barney va vous subventionner.

M. Reynolds: Les néo-démocrates nous ont encore interrompus pour déformer la réalité. Je n'ai pas soufflé mot des subventions. Dans notre pays, la libre entreprise peut construire des maisons sans l'aide du gouvernement. Elle n'a pas non plus besoin de son intervention. Cela m'irrite d'écouter ces gens parler alors que pendant un an et demi, ils ont appuyé le gouvernement et approuvé toutes ses politiques et qu'ils disent maintenant qu'elles sont mauvaises.

M. Gilbert: Vérifiez le compte rendu en ce qui concerne les votes sur l'habitation.

M. Reynolds: Pour résoudre la crise du logement dans notre pays nous avons seulement besoin des constructeurs de la libre entreprise et je ne parle pas de tous les gros promoteurs...

M. Broadbent: J'invoque le Règlement. Je me demande si le député a mentionné le fait que notre parti...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Est-ce une question ou un rappel au Règlement?

M. Broadbent: Un rappel au Règlement, madame l'Orateur. Le député a déclaré que le Nouveau parti démocratique a appuyé toutes les politiques du gouvernement précédent. Je veux seulement signaler que c'est son parti qui a appuyé le gouvernement lors du vote sur le bill concernant les hypothèques et que seuls les néo-démocrates ont voté contre.